

GASCOGNE

Société Anonyme à conseil d'administration au capital de 60 800 130 €.
68, rue de la Papeterie
40200 Mimizan
RCS : Mont de Marsan 895 750 412

**RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL
AU 30 JUIN 2019**

Attestation du rapport financier semestriel

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-après présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Mimizan, le 25 octobre 2019.

Dominique Coutière
Président-Directeur Général

A. - RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE

I. Faits marquants

Tout en restant bénéficiaires, les résultats semestriels 2019 sont en recul par rapport au 1^{er} semestre 2018 en raison d'une conjoncture toujours défavorable dans la Division Bois et, surtout, d'une baisse significative de la contribution aux résultats de l'Activité Papier, pénalisée par l'arrêt réglementaire de sa production pendant 3 semaines.

II. Résultats du Groupe

Compte de résultat

(En M€)	1er semestre 2019	1er semestre 2018
Chiffre d'affaires	204,1	207,2
EBITDA ⁽¹⁾	11,0	13,3
Résultat opérationnel courant	4,5	7,2
Résultat opérationnel	4,9	6,9
Résultat financier	-2,2	-2,0
Résultat avant impôt	2,8	4,9
Résultat net consolidé	2,8	5,0

(En M€)	1er semestre 2019	1er semestre 2018
Résultat opérationnel courant (a)	4,5	7,2
Dotations aux amortissements sur immobilisations (b)	6,8	6,2
Dotations (reprises) nettes aux provisions sur actifs circulants (c)	0	0
Dotations (reprises) nettes aux provisions risques et charges d'exploitation (d)	-0,3	-0,1
EBITDA (a) + (b) + (c) + (d)	11,0	13,3

¹ EBITDA : Résultat opérationnel courant + dotations nettes aux amortissements + dotations nettes aux provisions et dépréciations d'exploitation

Le **chiffre d'affaires** du semestre s'élève à 204,1 M€, en retrait de 1,5% par rapport au 1^{er} semestre 2018.

Le chiffre d'affaires de la Division Bois (15% du chiffre d'affaires) est en retrait de -11,8%. Le chiffre d'affaires de la Division Emballage (85% du chiffre d'affaires) est stable, la croissance des activités Sacs et Flexible compensant le recul de l'activité Papier.

L'**EBITDA**¹ passe de 13,3 M€ à 11,0 M€. Cette évolution est principalement due à la baisse sensible de la contribution de la division Papier (-4,9M€), qui n'a pu être compensée qu'en partie par les autres activités de la Division Emballage. L'EBITDA du 1^{er} semestre intègre un impact de + 0,7 M€ en conséquence de la 1^{ère} application de la norme IFRS 16 – contrats de location.

Le **résultat opérationnel courant** passe de 7,2 M€ à 4,5 M€, sous l'effet d'une augmentation mécanique des amortissements en lien avec les investissements importants menés par le Groupe.

Le **résultat opérationnel** s'établit à 4,9 M€.

Le **résultat financier** s'élève à - 2,2 M€

Le **résultat net** du semestre est de 2,8 M€, en diminution de 2,2 M€ par rapport au 1^{er} semestre 2018.

Situation financière

Bilan	30.06.19	31.12.18
Capitaux propres (M€)	127,5	126,0
Capitaux propres par actions (€)	5,2	5,2
Endettement net (M€)	116,2	102,4
Besoin en Fonds de Roulement (M€)	97,5	93,8

Tableaux de flux	1er semestre 2019	1er semestre 2018
Flux de trésorerie opérationnels (M€)	6,6	1,0
Flux de trésorerie d'investissement (M€)	(14,5)	(11,0)
Flux de trésorerie de financement (M€)	14,1	2,6
Variation de trésorerie (M€)	6,1	(7,4)

L'**endettement net** est égal à différence entre les emprunts et dettes financières (part à moins d'un an + part à plus d'un an) et la trésorerie et équivalents de trésorerie. Le calcul figure dans la note 10.

Le **Besoin en Fonds de Roulement** se calcule comme suit :

(En M€)	30.06.19	31.12.18
Stocks (a)	103,5	97,9
Clients et autres débiteurs (b)	83,5	79,6
Fournisseurs et autres créditeurs (c)	89,4	83,8
BFR (a) + (b) - (c)	97,5	93,8

La variation de trésorerie sur le 1^{er} semestre est positive à 6,1 M€.

¹ EBITDA : Résultat opérationnel courant + dotations nettes aux amortissements + dotations nettes aux provisions et dépréciations d'exploitation

Les **flux de trésorerie opérationnels** augmentent de 5,6 M€ par rapport au 1er semestre 2018.

Les **flux de trésorerie d'investissement** s'élèvent à 14,5 M€, incluant 15,8 M€ d'investissements industriels et le développement d'un ERP (déploiement prévu en 2020) et des cessions pour 1,5 M€.

Les **flux de trésorerie de financement** s'élèvent à 14,1 M€ et incluent de nouveaux tirages à hauteur de 24 M€.

Par ailleurs, l'un des deux covenants bancaires relatifs au contrat de Crédits Senior de 110 M€ n'ayant pas été respecté au 30 juin 2019, le Groupe a obtenu auprès des banques un waiver (renonciation formelle à l'exigibilité immédiate) en date du 23 octobre 2019. Ces dernières renouvellent ainsi leur confiance et leur soutien dans les perspectives du Groupe.

En application d'IAS 1, le Groupe a présenté en passifs courants les dettes financières concernées (51,4 M€) dans les comptes semestriels consolidés au 30 juin 2019.

III. Résultats des Divisions et Activités

Les principales données opérationnelles pour chacune des divisions et branches sont reprises dans le tableau ci-dessous

En M€	Division Bois		Division Emballage		Dont Activité Papier		Dont Activité Sacs		Dont Activité Flexible	
	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018
CA	29,2	33,1	174,9	174,1	49,4	53,7	59,3	58,5	66,0	61,9
EBITDA	0,4	0,7	10,7	12,6	0,3	5,2	3,8	2,9	6,2	4,5
Résultat opérationnel courant	0,2	0,1	4,3	7,2	-1,7	3,3	1,8	1,2	4,2	2,8

La **Division Bois** conserve un EBITDA positif de 0,4 M€ sur le 1^{er} semestre malgré le recul de son chiffre d'affaires de 11,8% par rapport au 1^{er} semestre 2018. Les prix du bois avaient augmenté de 35% entre mi-2017 et fin 2018, ils se sont stabilisés sur le 1^{er} semestre 2019, mais restent à des niveaux très élevés, supérieurs de 14 % par rapport au 1^{er} semestre 2018.

Ces niveaux de prix ne peuvent être répercutés en totalité aux clients et font perdre des marchés, ce qui explique la baisse du chiffre d'affaires et de la rentabilité. L'adaptation des coûts d'exploitation a cependant permis d'atténuer l'impact de la baisse d'activité.

L'EBITDA de la **Division Emballage** est en retrait par rapport au 1^{er} semestre 2018 à 10,7 M€.

Comme évoqué précédemment, **l'Activité Papier** voit son EBITDA diminuer de 4,9 M€. Elle est fortement pénalisée par la baisse de sa marge brute compte tenu de l'inflation de la matière première bois (+ 15% par rapport au 1^{er} semestre 2018) et par l'arrêt réglementaire de la production de 3 semaines au mois de mai.

L'Activité Sacs augmente son EBITDA de 0,9 M€. Elle est principalement tirée par la sacherie de Mimizan qui récolte les fruits de sa réorganisation industrielle et d'une stratégie commerciale recentrée ayant conduit à abandonner les volumes de sacs industriels les moins rentables.

Le site de Saint Herblain progresse également, tout comme les sacheries en Allemagne et en Tunisie. Seule la sacherie en Grèce est en retrait sur ce 1^{er} semestre.

L'Activité Flexible améliore son EBITDA de 1,7 M€. Des hausses de prix complémentaires ont été passées pour neutraliser les hausses de prix matières subies en 2018, ce qui permet de restaurer les marges.

IV - Point sur l'évolution des principaux contentieux

Les principaux contentieux sont présentés dans la note annexe 11.2. des comptes semestriels consolidés résumés au 30 juin 2019.

V - Evolution et perspectives

Le second semestre va être marqué par la mise en service des nouvelles turbines pour la production d'électricité de la papeterie de Mimizan dans le cadre du projet CRE 5.

Mimizan, le 25 octobre 2019

B – ETATS FINANCIERS CONSOLIDES INTERMEDIAIRES RESUMES AU 30 JUIN 2019

I. – Etat du résultat global consolidé semestriel

(En milliers d'euros)	Notes	1er Semestre 2019	1er Semestre 2018
Chiffre d'affaires	5	204 075	207 199
Variation des stocks des produits en cours et produits finis		(1 116)	2 206
Achats consommés		(104 281)	(107 776)
Charges externes		(44 757)	(44 465)
Frais de personnel		(39 320)	(40 020)
Impôts et taxes		(3 887)	(4 240)
Dotations aux amortissements		(6 775)	(6 228)
(Dotations) Reprises de provisions		(42)	8
Autres produits et (charges) d'exploitation		606	492
Résultat opérationnel courant		4 502	7 175
Autres produits et (charges) opérationnels	12	442	(286)
Résultat opérationnel		4 945	6 889
Coût de l'endettement financier net		(1 737)	(1 555)
Autres produits et (charges) financiers		(430)	(466)
Résultat financier net	13	(2 167)	(2 022)
Quote-part dans le résultat des entités mises en équivalence (nette d'impôt)		0	(8)
Résultat avant impôt		2 778	4 860
Produits (charges) d'impôt sur le résultat	14	(14)	113
Résultat net de l'ensemble consolidé		2 764	4 973
attribuable aux :			
. actionnaires de Gascogne SA		2 764	4 973
. Participations ne donnant pas le contrôle		0	0
Résultat net de l'ensemble consolidé		2 764	4 973
Variation des réévaluations du passif net au titre des prestations définies	11.1	(2 100)	0
Impôts liés		572	0
. Eléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat		(1 528)	0
Variation des écarts de conversion		266	(110)
Impôts liés			
. Eléments susceptibles d'être reclassés ultérieurement en résultat		266	(110)
. Produits et charges comptabilisés en autres éléments du résultat global		(1 262)	(110)
Résultat global		1 502	4 863
Résultat par action de l'ensemble consolidé			
Résultat de base par action (en €)		0,11	0,24
Résultat dilué par action (en €)		0,09	0,20

II. – Bilan de la situation financière consolidée

(En milliers d'euros)	Notes	30.06.19	31.12.18
Actifs			
Goodwill et autres immobilisations incorporelles	8	5 052	3 614
Immobilisations corporelles	8	150 175	138 477
Participations mises en équivalence		3 546	3 546
Actifs financiers non courants		3 175	2 948
Impôts différés actifs		2 055	1 408
Actif non courants		164 001	149 992
Stocks		103 497	97 924
Clients et autres débiteurs		83 468	79 646
Autres actifs courants		823	1 691
Impôt sur les bénéfices à récupérer		7 857	10 102
Actifs financiers courants		84	89
Trésorerie et équivalents de trésorerie		18 448	11 593
Actif courants		214 178	201 046
Total des actifs		378 179	351 038
Capitaux propres et passifs			
Capitaux propres			
Capital social	9	60 800	60 800
Primes d'émission, de fusion, d'apport			0
Réserves consolidées		63 562	54 163
ORAN		12 053	12 053
Réserves liées aux réévaluations du passif au titre des prestations définies		(5 660)	(4 132)
Actions propres		(2 980)	(2 980)
Ecart de conversion		(3 000)	(3 266)
Résultat consolidé		2 764	9 411
Capitaux propres, attribuables aux actionnaires de Gascogne SA		127 539	126 049
Participations ne conférant pas le contrôle		0	0
Total des capitaux propres consolidés		127 539	126 049
Passifs			
Emprunts et dettes financières, part à plus d'un an (1)	10	24 856	58 473
Avantages du personnel	11	19 922	17 640
Provisions, part à plus d'un an	11	1 392	1 451
Autres passifs non courants		839	868
Impôts différés passifs		41	41
Passifs non courants		47 050	78 473
Emprunts et dettes financières, part à moins d'un an (1)	10	109 790	55 540
Provisions, part à moins d'un an	11	2 519	2 792
Fournisseurs et autres créditeurs		89 437	83 775
Autres passifs courants		1 473	4 039
Impôt sur les bénéfices à payer		370	370
Passifs courants		203 590	146 516
Total des passifs		250 640	224 989
Total des passifs et des capitaux propres		378 179	351 038

(1) Le prêt de refinancement et le crédit d'investissement font l'objet de covenants bancaires classiques (ratio de levier et ratio de fonds propres). Le covenant sur le ratio de levier n'ayant pas été respecté au 30 juin 2019, les parts à plus d'un an du prêt de refinancement et du crédit d'investissement, soit 51,4 M€ ont été reclassées en passifs courants. Les banques ont accordé un waiver (renonciation formelle) en date du 23 octobre 2019, et ont donc renoncé de facto à exiger un remboursement anticipé.

III. – Tableau des flux de trésorerie consolidés

(En milliers d'euros)	1er Semestre 2019	1er Semestre 2018
Résultat net de l'ensemble consolidé	2 764	4 973
Charge d'impôt	14	(113)
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence		8
Charges financières	2 167	2 022
Résultat opérationnel	4 945	6 889
Dotations aux amortissements	6 775	6 228
Dotations (reprises) aux provisions	(1 222)	(2 787)
Dotations (reprises) aux provisions pour dépréciations d'actifs	192	
Pertes (profits) sur cessions d'actifs immobilisés	(274)	(20)
Subventions d'investissement virées au résultat	(106)	(32)
Autres	5	(100)
Capacité d'autofinancement opérationnelle	10 316	10 177
Variation des stocks	(5 672)	(5 555)
Variation des clients et autres débiteurs	(3 846)	(9 799)
Variation des fournisseurs et autres créditeurs	5 865	6 375
Variation du passif fiscal et social	(606)	(606)
Variation des autres créances et dettes	2 178	2 213
Flux générés par l'activité	8 235	2 804
Intérêts payés	(1 619)	(1 429)
Autres produits et charges financiers payés	35	(336)
Impôts payés	(92)	(48)
Flux de trésorerie opérationnels	6 560	991
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles	(15 822)	(11 033)
Acquisitions d'immobilisations financières	(250)	(102)
Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	1 531	39
Cessions d'immobilisations financières	3	92
Acquisition de titres de filiale sous déduction de la trésorerie acquise		
Flux de trésorerie d'investissement	(14 538)	(11 004)
Excédent (besoin) de financement	(7 978)	(10 013)
Augmentation de capital		
Subventions d'investissement reçues / remboursées		
Augmentation des dettes financières	24 000	9 845
(Diminution) des dettes financières	(9 955)	(7 237)
Décalages de trésorerie liés aux opérations de financement	23	
Avance compte courant associés		
Flux de trésorerie de financement	14 068	2 608
Variation de la trésorerie nette	6 090	(7 404)
Autres mouvements	(19)	12
Trésorerie nette en début d'exercice	11 343	22 279
Variation de la trésorerie nette	6 090	(7 404)
Autres mouvements	(19)	12
Trésorerie nette en fin d'exercice	17 414	14 887

IV. – Tableau de variation de capitaux propres consolidés

(En milliers d'euros)	Capital social	Primes d'émission de fusion d'apport	Réserves et résultat non distribués	Réserves liées aux Réévaluations du passif net au titre des prestations définies	Obligations Remboursables en Action ou en Numéraire	Actions propres	Ecart de conversion	Capitaux propres attribuables aux actionnaires de Gascogne SA	Participations ne conférant pas le contrôle	Total des capitaux propres consolidés
Situation au 1° janvier 2018	50 994		54 294	(3 643)	12 053	(2 980)	(2 605)	108 113		108 113
Variation de périmètre										
Autres éléments du résultat global							(110)	(110)		(110)
Résultat net de la période			4 973					4 973		4 973
Total des produits et des charges comptabilisés au titre de la période			4 973				(110)	4 863		4 863
Réduction du capital										
Dividendes distribués										
Paievements fondés sur des actions										
Actions propres										
Autres mouvements										
Transactions avec les propriétaires de Gascogne SA										
Situation au 30 juin 2018	50 994		59 267	(3 643)	12 053	(2 980)	(2 715)	112 976		112 976
Situation au 1° janvier 2019	60 800		63 573	(4 132)	12 053	(2 980)	(3 266)	126 049		126 049
Variation de périmètre										
Autres éléments du résultat global				(1 528)			266	(1 262)		(1 262)
Résultat net de la période			2 764					2 764		2 764
Total des produits et des charges comptabilisés au titre de la période			2 764				266	1 501		1 501
Réduction du capital										
Dividendes distribués										
Paievements fondés sur des actions										
Actions propres										
Autres mouvements			(11)					(11)		(11)
Transactions avec les propriétaires de Gascogne SA			(11)					(11)		(11)
Situation au 30 juin 2019	60 800		66 326	(5 660)	12 053	(2 980)	(3 000)	127 540		127 539

1. – Entité présentant les états financiers

Gascogne est une entreprise domiciliée en France. Le siège social de la société est situé 68 rue de la papeterie, 40 200 Mimizan. Les états financiers consolidés intermédiaires résumés de « Gascogne » pour les 6 mois écoulés au 30 juin 2019 comprennent la société consolidante et ses filiales (l'ensemble désigné comme le « Groupe ») et la quote-part du Groupe dans les entreprises associées. Les principales activités de Gascogne sont la transformation du bois, la production de papier, de sacs et de complexes.

Les états financiers consolidés du Groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2018 sont disponibles sur demande au siège social ou sur www.groupe-gascogne.com.

2. – Bases de préparation

2.1. Déclaration de conformité

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été établis en conformité avec la norme internationale d'information financière IAS 34 *Information financière intermédiaire* et sur la base des normes IFRS et des interprétations publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB) telles qu'adoptées dans l'Union européenne et d'application obligatoire au 1er janvier 2018.

Ils ne comportent pas l'intégralité des informations requises pour des états financiers annuels complets et doivent être lus conjointement avec les états financiers du Groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2018.

Les principes comptables retenus pour l'élaboration des comptes consolidés condensés au 30 juin 2019 du Groupe sont identiques à ceux retenus pour l'exercice clos au 31 décembre 2018, à l'exception :

- de la nouvelle norme IFRS 16 « Contrats de location » applicables au 1er janvier 2019 dont les impacts sont présentés au paragraphe §2.3.1.1, notamment la réconciliation chiffrée des impacts au 1^{er} janvier 2019 avec les engagements hors bilan dont l'information a été communiquée au 31 décembre 2018
- d'IFRIC 23 « Incertitudes relatives aux traitements fiscaux » traitant des risques fiscaux portant sur l'impôt sur le résultat, qui n'a pas eu d'incidence significative sur les comptes semestriels intermédiaires résumés du Groupe.

Les états financiers ont été arrêtés par le Conseil d'administration le 25 octobre 2019.

2.2. Bases d'évaluation

Les états financiers sont établis selon la convention du coût historique à l'exception des instruments financiers dérivés qui sont évalués à leur juste valeur et des passifs résultant de transactions dont le paiement est fondé sur des actions évaluées à la juste valeur.

2.3. Nouvelles normes IFRS

2.3.1. Nouvelles normes appliquées

Le Groupe a appliqué les amendements de normes et les interprétations entrés en vigueur au 1er janvier 2019 et adoptés par l'Union Européenne.

IFRS 16 – « Contrats de location » : voir ci-après en 2.3.1.1

IFRIC 23 – « Incertitude relative aux traitements fiscaux »

L'interprétation s'applique à la détermination du bénéfice imposable (de la perte fiscale), des valeurs fiscales, des pertes fiscales inutilisées, des crédits d'impôt inutilisés et des taux d'imposition lorsqu'il y a un doute quant aux traitements fiscaux à utiliser selon IAS 12.

2.3.1.1. Impact de la première application de la norme IFRS 16 – Principes comptables

La norme IFRS 16 – « Contrats de location » remplace la norme IAS 17 et les interprétations IFRIC 4, SIC 15 et SIC 27, à compter du 1^{er} janvier 2019.

Pour le preneur (cas du Groupe Gascogne), la comptabilisation est désormais basée sur un modèle unique, résultant de la suppression de la distinction entre les contrats de location simple et les contrats de location-financement.

IFRS 16 prévoit la comptabilisation de tous les contrats de location au bilan des preneurs, avec constatation d'un actif (représentatif du droit d'utilisation de l'actif loué pendant la durée du contrat) et d'une dette (au titre de l'obligation de paiement des loyers).

Les principales mesures de simplifications prévues par la norme et retenues par le Groupe sont les suivantes :

- Utilisation de la méthode rétrospective simplifiée, pas de retraitement des périodes comparatives ;
- Exemption des nouveaux contrats de location de courte durée (durée inférieure à 12 mois y compris périodes de renouvellement économiquement incitatives) et les contrats de faible valeur ;
- Le taux d'actualisation correspond au taux marginal d'emprunt déterminé sur la durée résiduelle des contrats pour l'ensemble du Groupe.

A leur date de prise d'effet, les contrats de location tels que définis par la norme IFRS 16 « Contrats de location » sont inscrits :

- En immobilisation à l'actif (droit d'usage) pour le montant de la dette de loyers, augmentée des paiements d'avance faits au bailleur; et
- En dette financière pour le montant des loyers sur la durée de location, actualisés au taux marginal d'emprunt déterminé sur la durée résiduelle des contrats pour l'ensemble du Groupe,
- Lors de la comptabilisation initiale, il est constaté des impôts différés.

Dans la pratique, les montants inscrits à l'actif et au passif sont très proches.

Ces immobilisations sont amorties linéairement, soit sur la durée du contrat de location, soit sur leur durée d'utilité si celle-ci est inférieure à la durée de location ou si le contrat transfère au preneur la propriété de l'actif ou s'il existe une option d'achat dont l'exercice est raisonnablement certain. Aucun des contrats analysés n'a conduit à retenir une durée d'utilité inférieure à la durée de location.

2.3.1.2. Impact de la première application de la norme IFRS 16 – Impact sur les états financiers consolidés 2019

A. Situation financière consolidée

L'impact de la première application de la norme IFRS 16 sur le compte de résultat consolidé du 1^{er} semestre 2019 concerne :

- o A l'actif, les droits d'utilisation comptabilisés en immobilisations corporelles pour 5,28 millions d'euros ;
- o Au passif, les dettes sur obligations locatives comptabilisées en dette financière pour 5,28 millions d'euros.

B. Compte de résultat consolidé

L'impact de la première application de la norme IFRS 16 sur la situation financière consolidée au 1^{er} janvier 2019 concerne :

- o Le résultat opérationnel courant augmenté de + 0,03 millions d'euros, correspondant à l'annulation des charges de location (+ 0,70 M€) diminuée de la charge d'amortissement des droits d'utilisation (-0,67 M€) ;
- o Le résultat financier diminué de - 0,07 millions d'euros correspondant à la charge d'intérêts.

C. Rapprochement de la dette sur obligations locatives et des engagements hors bilan au 1er janvier 2019

Le passage du montant des engagements hors bilan de location simple au 31 décembre 2018 à la dette de location au 1er janvier 2019 se décline comme suit :

(En milliers d'euros)	01/01/2019
Engagements sur contrats de location simple au 31/12/2018	7 940
Contrat de faible valeur ou se terminant en 2019	(1 760)
Autres (loyers gratuits, renouvellements de baux...)	(581)
Dette de location avant actualisation au 01/01/2019	5 599
Actualisation	(319)
DETTE DE LOCATION AU 01.01.2019	5 280

L'endettement au 31 décembre 2018 s'élevait à 102,4 millions d'euros, il a augmenté de 5,3 millions d'euros avec l'application d'IFRS 16 au 1^{er} janvier 2019 soit une hausse de 5,2%.

2.4. Monnaie fonctionnelle et de présentation

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés sont présentés en euro qui est la monnaie fonctionnelle de Gascogne. Toutes les données financières présentées en euro sont arrondies au millier d'euros le plus proche.

2.5. Recours à des estimations et aux jugements

Pour établir les comptes consolidés, la Direction du Groupe procède à des estimations dans la mesure où de nombreux éléments inclus dans les états financiers ne peuvent être précisément évalués. La Direction révisé ses estimations en cas de changement des circonstances sur lesquelles elles étaient fondées ou par suite de nouvelles informations ou d'un surcroît d'expérience. En conséquence, les estimations retenues au 31 décembre 2018 pourraient être sensiblement modifiées.

Par ailleurs, la Direction exerce son jugement pour définir le traitement comptable de certaines transactions lorsque les normes et interprétations en vigueur ne traitent pas de manière précise les problématiques comptables concernées.

Les principales estimations faites par la Direction lors de l'établissement des états financiers consolidés intermédiaires résumés portent principalement sur les hypothèses retenues pour le calcul des pertes de valeurs et impairment tests d'une part et la reconnaissance des impôts différés actifs liés aux reports déficitaires d'autre part. Ces estimations ont été réalisées selon les mêmes démarches d'évaluation qu'à fin 2018.

3. – Principales méthodes comptables

Les méthodes comptables appliquées par le Groupe dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés sont identiques à celles utilisées dans les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2018, à l'exception des normes et interprétations adoptées par l'Union Européenne applicables de façon obligatoire à partir du 1er janvier 2019 (voir note 2.3.1 « Nouvelles normes appliquées »).

4. – Gestion des risques financiers

En matière de risque de change, le Groupe est principalement exposé sur le change euro/US dollar mais dans des proportions limitées car le chiffre d'affaires réalisé en dollars représente de l'ordre de 6,5% du chiffre d'affaires du Groupe et une partie est naturellement couverte par des achats en US dollars.

Le Groupe n'a pas recours aux couvertures de changes.

En matière de risque de taux, l'essentiel des financements étant à taux variable, le Groupe est exposé à la hausse des taux d'intérêts.

Afin de se conformer au nouveau contrat de financement signé en décembre 2017, le Groupe a conclu en mars 2018 des contrats de couverture sur les 2/3 du prêt de refinancement, consistant en des caps de 1,5%, à démarrage au début du mois de juillet 2018 et pour une durée de 3 ans.

Les autres aspects des objectifs et politiques de la gestion des risques financiers du Groupe sont inchangés par rapport aux informations fournies dans les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2018.

5. – Informations sectorielles par branches d'activités

(En milliers d'euros)	1er Semestre 2019					
	Bois	Papier	Sacs	Flexible	Financier	Total Groupe
Chiffre d'affaires	29 225	49 434	59 341	66 043	32	204 075
Charges opérationnelles courantes	(29 057)	(51 174)	(57 508)	(61 876)	42	(199 572)
Résultat opérationnel courant	168	(1 739)	1 833	4 167	74	4 502
Résultat opérationnel	1 245	(1 833)	1 356	4 102	74	4 945
Quote-part des entités mises en équivalence						

(En milliers d'euros)	1er Semestre 2018					
	Bois	Papier	Sacs	Flexible	Financier	Total Groupe
Chiffre d'affaires	33 127	53 663	58 476	61 905	28	207 199
Charges opérationnelles courantes	(33 061)	(50 392)	(57 267)	(59 131)	(172)	(200 023)
Résultat opérationnel courant	66	3 271	1 209	2 774	(144)	7 175
Résultat opérationnel	(223)	3 264	1 102	2 890	(145)	6 889
Quote-part des entités mises en équivalence			(8)			(8)

Les opérations réalisées dans chacun des secteurs présentés du Groupe sont résumées ainsi :

- activité Bois : la production de bois d'œuvre et de trituration, parquets, lambris finis, moulures, panneaux, aménagement et accessoires,
- activité Papier : la fabrication de papier kraft naturel frictionné et kraft naturel pour sacs,
- activité Sacs : la production de sacs petite, moyenne et grande contenances,
- activité Flexible : la fabrication de complexes multicouches (standard ou renforcé), supports siliconés, papiers gommés, complexes auto-adhésifs.

6. – Evolution du périmètre

Le périmètre du Groupe est inchangé par rapport aux informations fournies dans les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2018.

7. – Sinistres subis

Le Groupe n'a pas subi de sinistre significatif au cours du premier semestre 2019.

8. – Immobilisations incorporelles et corporelles

(En milliers d'euros)	Goodwills	Autres immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Total
Valeurs brutes				
Valeurs au 31 décembre 2018	1 525	11 505	632 884	645 913
Impact de la norme IFRS 16			5 280	5 280
Valeurs au 1er janvier 2019	1 525	11 505	638 164	651 194
Acquisitions		1 475	13 123	14 598
Sorties		(343)	(12 542)	(12 885)
Ecart de conversion	91	2	250	343
Autres			398	398
Valeurs au 30 juin 2019 ⁽¹⁾	1 615	12 639	639 393	653 647
Amortissements et dépréciations				
Valeurs au 31 décembre 2018	(208)	(9 208)	(494 407)	(503 823)
Dotations aux amortissements		(129)	(6 859)	(6 988)
Diminutions d'amortissements		344	11 999	12 343
Dépréciations des actifs			250	250
Ecart de conversion		(2)	(201)	(203)
Autres				
Valeurs au 30 juin 2019	(208)	(8 994)	(489 219)	(498 421)
Valeurs nettes au 30 juin 2019 ⁽¹⁾	1 407	3 645	150 175	155 226

(1) dont 5,3 millions d'euros de Valeurs Brutes et 0,7 millions d'euros d'amortissement concernant les droits d'usage découlant de l'application d'IFRS 16.

8.1. Ventilation des goodwills nets par Unité Génératrice de Trésorerie non encore totalement dépréciés

(En milliers d'euros)	Exercice 2018	Dépréciations	Variations de change	1er Semestre 2019
UGT GST	1 317		90	1 407
Montant en fin de période	1 317		90	1 407

8.2. Ventilation des provisions pour pertes de valeur comptabilisées par UGT

(en milliers d'euros)	Exercice 2018	Dotations	Reprises	1 ^{er} semestre 2019
Goodwills	208			208
Immobilisations corporelles	40 031			40 031
UGT BOIS	40 239	0	0	40 239
Goodwills	0		0	0
Immobilisations incorporelles	199			199
Immobilisations corporelles	91 250			91 250
UGT PAPIER	91 449	0	0	91 449
Goodwills	0			0
Immobilisations corporelles	2 022			2 022
UGT Gascogne Sack Deutschland	2 022	0	0	2 022
Goodwills	0		0	0
Immobilisations corporelles	5 992			5 992
UGT Aigis	5 992	0	0	5 992
Goodwills	208	0	0	208
Immobilisations incorporelles	199	0	0	199
Immobilisations corporelles	139 295	0	0	139 295
Total	139 702	0	0	139 702

8.3. Frais de développement

Au cours du semestre, le groupe n'a pas comptabilisé de frais de développement en immobilisations incorporelles.

9. – Capitaux propres

9.1. Capital

Le capital social est inchangé au 30 juin 2019 par rapport au 31 décembre 2018.

9.2. Actions d'autocontrôle

Au 30 juin 2019, le nombre d'actions auto-détenues par Gascogne SA s'élève à 40 206 actions, représentant 0,17 % du capital.

9.3. Charges comptabilisées au titre des avantages sur capitaux propres

Aucune charge au titre des avantages sur capitaux propres n'a été comptabilisée sur le 1er semestre 2019, ni sur le 1er semestre 2018.

9.4. Distributions

Aucun dividende n'a été voté ou distribué sur le 1er semestre 2019 et sur le 1er semestre 2018.

10. – Emprunts et dettes financières, trésorerie et équivalents de trésorerie

(en milliers d'euros)	Exercice 2018	Impact de la norme IRS16	Ouverture 2019	Variation de change	Augmentation	Diminution	Variation de la trésorerie	Reclassements	1 ^{er} semestre 2019
Emprunts et dettes financières, part à plus d'un an									
Emprunts obligataires									
Emprunts auprès d'établissements de crédit	56 099		56 099	1	22 000	(3)		(58 845)	19 253
Emprunts relatifs aux locations	2 125	4 070	6 194		1 206	(5)		(2 041)	5 354
Autres dettes financières	250		250						250
Total	58 473	4 070	62 543	1	23 206	(8)	0	(60 886)	24 856
Emprunts et dettes financières, part à moins d'un an									
Emprunts obligataires									
Emprunts auprès d'établissements de crédit	12 485		12 485		2 000	(7 274)		58 845	66 056
Emprunts relatifs aux locations	1 366	1 211	2 577		37	(1 983)		2 035	2 666
Autres dettes financières	125		125						125
Dettes factoring	41 312		41 312			(1 404)			39 908
Intérêts courus sur emprunts et dettes financières	1		1		0	(1)			0
Soldes créditeurs auprès des banques	265		265	36			748		1 048
Autres, compte-courants actionnaires	(15)		(15)	0			0		(15)
Intérêts courus	2		2	(6)	(0)			6	2
Total	55 540	1 211	56 751	30	2 037	(10 662)	748	60 886	109 790
Total	114 013	5 280	119 294	31	25 243	(10 670)	748	0	134 646
Trésorerie et équivalents de trésorerie									
Valeurs mobilières									
Disponibilités	11 593		11 593	17			6 838		18 448
Intérêts courus									
Autres	0		0						0
Total	11 593	0	11 593	17	0	0	6 838	0	18 448
Endettement Net	102 420	5 280	107 701	14	25 243	(10 670)	(6 090)	0	116 198

Au 30 juin 2019, les emprunts auprès d'établissement de crédits (85,2 M€) comprennent :

- Le solde du prêt de refinancement reçu en décembre 2017 pour 38,8 M€
- Le crédit d'investissement (tiré à hauteur de 24 M€ dont 17 M€ au 1^{er} semestre 2019) pour 23,3 M€
- Les deux crédits d'investissement de BPI France de 10 M€, dont le 2nd a été versé au 1^{er} semestre 2019
- Le prêt ARI (8 M€) qui correspond au solde du prêt à taux zéro consenti par l'Etat (10 M€) dont la dernière tranche de 2 M€ a été versée au 1^{er} semestre 2019
- Le pré-financement du CICE (années 2016 et 2017) par BPI Financement (4,0 M€),
- Diverses autres dettes financières pour 1,1 M€.

Le prêt de refinancement et le crédit d'investissement font l'objet de covenants bancaires classiques (ratio de levier et ratio de fonds propres). Le covenant sur le ratio de levier n'a pas été respecté au 30 juin 2019 : c'est pourquoi les parts à plus d'un an du prêt de refinancement et du crédit d'investissement, soit 51,4 M€ ont été reclassées en passifs courants.

Les banques ont accordé un waiver (renonciation formelle) en date du 23 octobre 2019, et ont donc renoncé de facto à exiger un remboursement anticipé.

Rapprochement avec la trésorerie retenue dans le Tableau des Flux de Trésorerie (note III)

(En milliers d'euros)	1er Semestre 2019	Exercice 2018
Soldes créditeurs auprès des banques	(1 048)	(265)
Autres, compte-courants actionnaires passifs		
Disponibilités	18 448	11 593
Autres, compte-courants actionnaires actifs	15	15
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	17 414	11 343

11. – Provisions

(En milliers d'euros)	Exercice 2018	Dotations globales	Reprises globales	Reclassement	Ecart de conversion	1er Semestre 2019
Provisions pour litiges	1 428	132		(182)		1 378
Provisions pour impôt						
Provisions pour restructurations et départs			(284)	284		
Provisions environnementales						
Divers	23	28	(37)			14
Provisions pour risques et charges à long terme	1 451	161	(321)	102		1 392
Provisions pour litiges	941		(50)	182		1 073
Provisions pour impôt						
Provisions pour pertes / contrats déficitaires	139					139
Provisions pour restructurations et départs	417		(124)	(284)		9
Provisions environnementales	1 054					1 054
Divers	240	44	(42)		1	244
Provisions pour risques et charges à court terme	2 791	44	(215)	(102)	1	2 519
Total	4 242	205	(536)	0	1	3 911

11.1. Engagements de retraite et autres avantages

(En milliers d'euros)	
Engagements au 31 décembre 2018	17 640
Coûts des services rendus	438
Prestations servies	(377)
Charges de désactualisation	122
Ecart de conversion	0
Pertes (gains) actuariels	2 100
Engagements au 30 juin 2019	19 922

Compte tenu de la baisse significative du taux des obligations de première catégorie qui servent de référence pour la détermination du taux d'actualisation, le Groupe a procédé à une nouvelle évaluation des engagements

de retraite et autres avantages sur la base de l'évaluation faite au 31 décembre 2018 en diminuant les taux d'actualisation de 72 points de base :

- Indemnités de fin de carrière : baisse de 1,5% à fin 2018 à 0,78% au 30 juin 2019
- Retraites par capitalisation et médailles du travail : baisse de 1 % à fin 2018 à 0,38% au 30 juin 2019

La modification des taux d'actualisation entraîne une hausse de la provision de 2,1 M€ (perte actuarielle) comptabilisée en autres éléments du résultat global.

11.2. Litiges

Des litiges sont provisionnés dans les comptes consolidés pour un montant de 2,5 M€ stable par rapport à 2018 (2,4 M€) et comprennent

- des litiges en matière de maladie professionnelle avec d'anciens salariés de la papeterie ayant développé des maladies liées à l'amiante
- des litiges sociaux avec d'anciens salariés
- des litiges commerciaux

Il n'y a pas eu d'évolution dans les différentes procédures, au cours du 1er semestre 2019, de nature à remettre en cause les provisions comptabilisées au 30 juin 2019.

12. – Autres produits et charges opérationnels

(En milliers d'euros)	1er Semestre 2019	1er Semestre 2018
(Dotations) Reprises de provision pour dépréciation des actifs		
(Dotations) / Reprises de provisions de restructurations et litiges	(208)	3 019
Produits (charges) de restructurations	(93)	(3 256)
(Dotations) / Reprises de provisions autres		
Produits (charges) autres	(749)	(70)
Plus-values, (moins-values) nettes sur cession d'actifs	1 492	20
Autres produits et charges opérationnels	442	(286)

13. – Résultat financier net

(En milliers d'euros)	1er Semestre 2019	1er Semestre 2018
Produits d'intérêts et assimilés	6	
Charges d'intérêts et assimilés	(1 743)	(1 555)
Coût de l'endettement net	(1 737)	(1 555)
Produits (charges) de change	(300)	(245)
Produits financiers des participations non consolidées		
Produits (charges) d'actualisation	(122)	(114)
Produits (charges) autres	(8)	(107)
Autres produits et charges financiers	(430)	(466)
Charges financières nettes	(2 167)	(2 022)

14. – Impôts sur le résultat

(En milliers d'euros)	1er Semestre 2019	1er Semestre 2018
(Charges) Produits d'impôt exigible	(92)	(47)
(Charges) Produits d'impôt différé	77	160
Impôt sur le résultat	(14)	113

Les déficits fiscaux du groupe d'intégration fiscale français dont la tête de groupe est Gascogne SA n'ont pas été activés sur le 1^{er} semestre 2019 (comme en 2018) en raison de perspectives de résultat qui ne permettraient pas de les utiliser à court terme.

Aucun déficit au titre du résultat du 1^{er} semestre 2019 concernant les filiales étrangères n'a été activé au 1^{er} semestre 2019 dans la mesure où les perspectives de résultat à court terme de ces sociétés ne permettent pas d'envisager l'utilisation de ces reports avec suffisamment de certitudes.

15. – Parties liées

15.1. Rémunérations et avantages octroyés

Les principaux dirigeants perçoivent des rémunérations sous forme d'avantages au personnel à court terme, d'avantages accordés au personnel postérieurs à l'emploi. Les avantages à court terme perçus par les 3 principaux dirigeants se sont élevés à 226 K€ au 30 juin 2019.

Les jetons de présence servis aux membres du Conseil d'administration au cours du 1^{er} semestre 2019 s'élèvent à 16 K€.

15.2. Autres parties liées

Gascogne SA n'a entretenu, au cours du 1^{er} semestre 2019, aucune relation de quelque nature que ce soit avec les dirigeants (autre que les émoluments ou jetons de présence).

Gascogne SA a des relations avec les sociétés du Groupe Biolandes (actionnaire d'Attis 2) pour la mise à disposition de locaux et de personnels.

Par ailleurs, il n'existe pas d'autres transactions entre les parties liées qui soient significatives et/ou conclues à des conditions qui ne seraient pas des conditions de marché.

16 – Engagements hors bilan

Les engagements hors bilan décrits dans les états financiers consolidés du groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2018 sont identiques en nature et n'ont pas évolué de manière significative dans leur montant au 30 juin 2019.

17 – Evénements postérieurs à la clôture

Il n'y a pas d'événements postérieurs à la clôture.

C. – RAPPORT D'EXAMEN LIMITE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDES RESUMES

Période du 1er janvier 2019 au 30 juin 2019

Monsieur le Président-Directeur Général,

En notre qualité de commissaires aux comptes de la société GASCOGNE et en réponse à votre demande, nous avons effectué un examen limité des états financiers consolidés intermédiaires résumés de celle-ci relatifs à la période du 1er janvier 2019 au 30 juin 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Ces états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France et la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette intervention. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes semestriels consolidés résumés, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des états financiers consolidés intermédiaires résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note « 2.3.1. Nouvelles normes appliquées » de l'annexe aux états financiers consolidés intermédiaires résumés qui expose le changement de méthode comptable résultant de la première application de la norme IFRS 16 relative aux contrats de location.

Ce rapport est régi par la loi française. Les juridictions françaises ont compétence exclusive pour connaître de tout litige, réclamation ou différend pouvant résulter de notre lettre de mission ou du présent rapport, ou de toute question s'y rapportant. Chaque partie renonce irrévocablement à ses droits de s'opposer à une action portée auprès de ces tribunaux, de prétendre que l'action a été intentée auprès d'un tribunal incompétent, ou que ces tribunaux n'ont pas compétence.

Mérignac et Paris La Défense, le 28 octobre 2019

KPMG Audit IS

Deloitte & Associés

Éric JUNIERES

Emmanuel GADRET

Associé

Associé